

Patrick Martin sur LCI : « Il faut redonner de la croissance au pays »

Publié le 7 octobre 2026

Invité de LCI ce mercredi 7 octobre, Patrick Martin a dit ce que les entrepreneurs attendent du gouvernement. Il est également revenu sur la crise lycéenne et sur l'urgente nécessité de prendre les mesures qui s'imposent pour que la France retrouve le chemin de la croissance.

Sur la crise lycéenne

« J'attends du Premier ministre qu'il trace une voie qui rappelle quelques principes fondamentaux de démocratie, de liberté d'expression, mais également d'autorité parce que dans la situation générale dans laquelle il est, le pays ne peut pas se permettre de surcroît le chaos dans la rue. Je pense que ce qui se passe... Je mets de côté l'instrumentalisation qui est évidente, la violence, par l'extrême gauche. (...) Il y a des règles et elles s'appliquent. J'ai écrit un livre qui est paru il y a maintenant un mois sur ce sujet. Je m'étais exprimé il y a deux ans déjà. On a un système éducatif qui a vieilli, pour dire les choses gentiment, et qui est de plus en plus déconnecté des réalités. Il est essentiel de redonner à nos jeunes en qui on a confiance et dont on a besoin, des perspectives. Par exemple, il y a une focalisation sur l'outil Parcoursup, ce n'est pas ça, le vrai problème. Le vrai problème, c'est qu'on ne dit pas suffisamment à nos jeunes quels sont les métiers d'avenir, quels sont, à contrario, les métiers qui sont menacés, quelles sont, en conséquence, les formations vers lesquelles ils ont intérêt à s'orienter, et qu'on leur redonne, au-delà d'une perspective, un espoir. Les entreprises sont très soucieuses d'y contribuer. (...) Je ne sais pas si l'essentiel du débat porte sur, par exemple, les installations matérielles, où il y a sans doute des améliorations à porter dans les lycées, dans les collèges, sur le plan de l'immobilier. Mais je crois que le sujet de fond, c'est de dire qu'il y a dans ce pays des perspectives, qu'il y a des opportunités formidables, que les entreprises sont une voie d'avenir, et que l'éducation nationale, qui a beaucoup progressé, aille quand même beaucoup plus loin pour qu'on se parle plus et qu'on mette les jeunes dans le réel. »

Sur la situation économique

« D'une manière générale, sur le plan financier et sur le plan budgétaire, on est à l'os. Les marchés nous le rappellent quotidiennement et dangereusement. D'une manière générale, les gouvernements successifs n'ont pas fait les économies qui s'imposaient, ne les proposent pas, en tout cas pas suffisamment en perspective des budgets 2027. A un moment donné, on ne peut pas vouloir tout et son contraire. Il faut d'urgence réaliser les économies qui s'imposent, que tous les autres pays ont fait, sur les régimes sociaux en particulier, sur les retraites prioritairement. A un moment donné, il y a un principe de réalité, on est rattrapé par les réalités. (...) Je suis le premier à dire qu'il y a des postes de fonctionnaires de première ligne, dans l'éducation, dans la santé, dans les forces de l'ordre, qui sont vacants, qui devraient être pourvus et mieux rémunérés. Mais, en contrepartie, si on ne veut pas chercher, grâce à la démographie qui permet de supprimer des postes sans licenciement, si on ne tire pas parti de l'intelligence artificielle pour réduire des frais de fonctionnement absurdes, aberrants et uniques au monde qu'on a sur ce que j'appelle l'administration de l'administration, on parle pour ne rien dire. (...) Ce que je crains surtout, sur fonds de mesures budgétaires inappropriés qui réduiront les marges de manœuvre des entreprises en renchérissant le coût du travail, c'est qu'on importe dans l'entreprise des tensions sociales qui n'existent pas ou en tout cas très peu aujourd'hui, parce qu'on aura supprimé aux entreprises la capacité de revaloriser les salaires. Moi, je reste dans mon champ de légitimité, c'est celui de l'entreprise, et j'alerte là-dessus, il y a 12 milliards d'Euros de

renchérissement du coût du travail prévu par le budget 2027, c'est 12 milliards d'Euros qui ne seront pas disponibles pour revaloriser les salaires alors qu'il y a de l'inflation, notamment sur le carburant . On rêverait qu'il y ait plus d'aide, mais ça n'est pas possible, toujours pour la même raison : il n'y a pas eu de choix courageux ces dernières années sur le chômage, sur les retraites, sur la réduction du train de vie de l'Etat et singulièrement des régimes sociaux et des collectivités locales. A un moment donné, l'argent magique, ça n'existe pas. On est sous pression des marchés financiers. Vous le savez, vous, mais tout le monde n'en est pas conscient, les marchés financiers, ce n'est pas une abstraction, c'est le coût des emprunts, des crédits à la consommation, des crédits d'investissement, des crédits immobiliers, donc c'est en train de contaminer toute l'économie. On est rattrapé par la patrouille, il faut en prendre acte, il faut donc des choix courageux. Il y a des mesures sectorielles ou ciblées qui ont été prises, qui sont annoncées, il faudra probablement les proroger, les prolonger dans un certain nombre de secteurs d'activité, mais il n'y a plus d'argent. Qu'est-ce que coûte la suspension de la réforme des retraites ? On nous dit 1,7 milliard, ce n'est pas vrai, ça coûte 4 milliards par an si on regarde également l'effet que ça a sur la croissance. Il y avait une réforme de l'assurance chômage qui était prévue à hauteur de 4 milliards d'économies par an. Ce Gouvernement a suspendu cette réforme pour nous demander initialement 400 millions et on est allé à 1 milliard. C'est bien 3 milliards d'économies que l'on n'a pas. L'UNEDIC va être en déficit après un prélèvement de l'Etat de 2 milliards d'Euros. Donc on est en train de racler les fonds de tiroir, il faut redonner à ce pays une stabilité financière et économique. Il faut lui redonner des perspectives en aidant les entreprises plutôt que de les pénaliser. Finalement c'est assez simple. J'étais en Espagne la semaine dernière avec le Président de la République. Il y a une crise politique en Espagne. Les cortèges ont été dissous, il va y avoir des élections législatives. L'Espagne va malgré tout sortir cette année un taux de croissance 6 fois supérieur à celui de la France. Je discute avec mes homologues patronaux espagnols, mais avec le Gouvernement également. Je peux vous dire que ce n'est pas panique à bord. Ils ne sont pas allés chercher 50 millions, 10 millions d'Euros. Pourquoi ? Parce qu'ils ont une croissance qui est bien supérieure à la nôtre. Pourquoi ? Parce qu'ils ont mis de l'or dans leurs finances publiques, avec en particulier un âge de départ à la retraite de 66 ans. »

Sur le contre budget du RN

« A nos yeux, il y a du bon et du moins bon, notamment tout ce qui est prévu pour baisser les impôts de production, donc redonner de la compétitivité, doper la croissance, doper l'emploi, ça va dans le bon sens. Après, il y a des zones d'ombre importantes, il y a des chiffrages qui relèvent un peu des vœux pieux, des intentions, typiquement la réduction de notre contribution à l'Union Européenne, à laquelle on est très attachés. Il y a des chiffrages sur la lutte contre la fraude pour que la fraude soit dénoncée et sanctionnée, mais il y a beaucoup d'approximations encore à nos yeux, et surtout sur les retraites. C'est la pierre angulaire du redressement du pays, de travailler plus. Ça peut ne pas plaire. D'évidence, ça ne plaît pas à certains, mais il faut qu'à tous les âges, on travaille plus. »

Sur les mesures à prendre

« Moi je me réfère d'abord aux travaux du Medef qui lui-même a publié depuis des mois un certain nombre de propositions. Il faut remettre le pays d'une manière générale d'abord en ordre, mais ensuite sur une trajectoire de croissance. Si on n'a pas de croissance, on va droit dans le mur, y compris en termes de solvabilité du pays. Donc essentiellement, on partage les conclusions de l'Institut Montaigne. On se compare ici à l'Allemagne, à l'Espagne, à l'Italie aux Pays-Bas. Est-ce que ce sont des pays moins disant socialement ? Est-ce que ce sont des pays en déshérence ? Est-ce que ce sont des pays dont la population souffre atrocement ? Non. Ce sont des pays qui se portent mieux que la France, y compris en termes d'emploi, en termes de pouvoir d'achat. Donc on ne cherche pas à réinventer l'eau chaude, on cherche tout simplement, très modestement, à s'inspirer, à vrai dire, à s'aligner sur des régimes qui font leur preuve chez nos voisins immédiats. (...) Je représente 240 000 chefs d'entreprise, employant 12 millions de salariés, il y a une forme de désespérance, il y a une forme de colère, mais ce qui est pire, c'est qu'il y a une forme de résignation, parce qu'on ne comprend pas pourquoi notre pays qui a des qualités incroyables – on le voit dans le digital, on le voit dans le quantique, on le voit dans l'énergie, on le voit dans l'environnement, etc. - pourquoi ce pays passe-t-il son temps à se plaindre alors que les solutions sont évidentes et

à portée de main ? Nous, on propose des solutions. Et je crois que c'est ça l'attente principale, y compris des jeunes, qu'on leur apporte des solutions. (...) Les syndicats avec qui on parle bien ne peuvent pas ignorer qu'il y a un rapport récent du Sénat, celui du sénateur Capus, qui confirme que les entreprises françaises sont les plus taxées au monde. Les syndicats disent, par exemple, qu'il faut réduire les allègements de charges sociales. Très bien. C'est ce que j'évoquais tout à l'heure. D'une certaine manière, ils se tirent une balle dans le pied, puisque c'est autant de marge de manœuvre que nous n'aurons pas pour revaloriser les salaires. Donc, à un moment donné, si on peut sortir des postures, être objectif, être respectueux et trouver des solutions consensuelles, ça sera bien pour tout le monde. »

Sur le fait que la France soit devenue ingouvernable

« Je ne pense pas que ce soit le cas, mais à un moment donné il faut faire preuve de lucidité, de courage. Nous étions ensemble à la REF, à notre université d'été fin août, le thème c'était le courage. Et on ne demande pas aux politiques de faire des triples salto arrière, moi-même j'en serais incapable. On leur demande simplement de prendre acte d'une situation, de la dire de manière posée, grave, solennelle, et de dire : « Voilà, nous n'avons pas d'autre choix dans un premier temps que de prendre un certain nombre de mesures que tous les autres pays ont pris, qui peuvent être douloureuses, mais qui sont les conditions du rebond. » Parce qu'il ne faut pas ne promettre que de la sueur, du sang et des larmes. Il faut donner des perspectives. Quand on parle des jeunes, j'en reviens à ça, il faut leur donner des perspectives. Il se trouve que ces perspectives existent. Donc levons le nez du guidon. Nous, entrepreneurs, on se doit de s'inscrire dans des trajectoires de moyen-long terme, on le fait et donc on se désespère, on s'exaspère un petit peu d'une forme de nombrilisme de court-termisme, et de provincialisme, c'est-à-dire qu'on ne regarde pas ce qu'il se passe de bien autour de nous pour s'enfermer dans des querelles complètement stériles et anxiogènes. »

Sur la position de LFI

« C'est le jeu de monsieur Mélenchon et de LFI d'être dans l'outrance. Je crois qu'il faut raison garder. On a le gouverneur de la Banque de France qui n'est pas là par hasard alors s'il est poursuivi pour trahison par monsieur Mélenchon, je le serai aussi parce que je tiens le même raisonnement que monsieur Moulin, à un moment donné, il faut être factuel et tout ça n'est pas dramatique, ce n'est pas un bain de sang. Alors ces grands mots, tout ça, ça peut impressionner, ça peut exciter certains, mais ça n'est pas la réalité. Vous savez l'annulation de la dette, les ménages savent très bien ce que c'est, quand vous ne remboursez plus vos emprunts vous êtes interdit bancaire et on saisit vos biens. Si on veut que ça arrive à la France, hardi-petit. »